

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1269 - 21 janvier 1988 - 6,5 F

D 1269 HAÏTI: TÉMOIGNAGE SUR LES ELECTIONS DE NOVEMBRE

En complément des derniers documents sur la situation en Haïti (cf. DIAL D. 1258, 1260, 1261, 1265, 1267 et 1268), nous reproduisons le témoignage d'un Canadien de Montréal qui faisait partie d'une délégation québécoise de huit membres ayant séjourné en Haïti comme observateurs du 24 novembre au 3 décembre 1987 et mandatée par la Fédération internationale des droits de l'homme.

Le 9 janvier 1988, le nouveau Conseil électoral provisoire (CEP), inconstitutionnellement mis en place par le Conseil national de gouvernement (CNG), écartait pour "duvaliérisme notoire" huit des candidats à l'élection présidentielle. Les sanglants événements du 29 novembre précédent avaient précisément résulté d'une mesure identique de la part du premier CEP...

Note DIAL

ÉLECTIONS A PORT-AU-PRINCE

De l'inquiétude à la peur.
De l'intimidation à la terreur.

L'expérience d'élections vécue par notre sous-groupe de Port-au-Prince en est une marquée au coin de l'horreur et de la démence. Les scènes décrites dans nos journaux ou à la radio, celles qui ont défilé sur nos écrans de télévision, constituent la retransmission fidèle, sans exagération aucune, d'une réalité que nous aurions préférée tout autre. Il convient de saluer au passage le courage et le professionnalisme des journalistes qu'il nous a été donné de voir à l'oeuvre dans ce contexte.

Mais ce climat "électoral" ne s'est pas limité à la seule journée du 29 novembre. Dès notre arrivée en terre haïtienne (24 novembre) jusqu'au jour du scrutin, nous avons pu constater un crescendo savamment orchestré qui a fait passer la population de Port-au-Prince de l'inquiétude à la peur, sous la baguette macoute qui variait progressivement son rythme de l'intimidation à la terreur.

Du 24 au 28 novembre, nos nuits peuvent être qualifiées de "perturbées". Le sommeil reste possible. Mais peut-on vraiment parler de sommeil lorsqu'il n'y a qu'un oeil et qu'une oreille à la fois qui puissent s'abandonner à la détente d'une nuit normale? Peut-on parler de sommeil lorsque ce demi-assoupissement n'est pas autorisé à se prolonger au-delà d'une demi-heure, rappelé brusquement à la réalité par ces coups de fusils tantôt isolés, tantôt en rafales, maintenant à gauche, plus tard à droite, il y a cinq minutes au loin, à l'instant présent presque sous vos fenêtres? Le corps fatigué insiste pour sombrer dans la nuit; mais il est en lutte constante contre l'esprit inquiet qui le retient et qui se demande de quoi sera faite la minute qui vient. Décidément, durant toutes ces nuits, Port-au-Prince est une ville qui connaît certains petits problèmes. Mais dans celle qui précédera immédiatement l'élection, Port-au-Prince sera déjà une ville en guerre.

On la sentait venir, cette nuit, pré-électorale. Au moment de me glisser entre les draps, espérant naïvement le sommeil défendu, je sais déjà - bien que confusément - que cette nuit sera longue et agitée, nous contraignant tous à la comédie de la veille à l'horizontale. Car "ils" ont commencé tôt à se balader avec leurs joujoux meurtriers. Cette nuit, les tirs sont plus nourris, les calibres plus gros, les mitraillettes à l'honneur et les grenades en prime. Cette nuit, "ils" ne se contentent plus qu'un quartier ou deux mais parodent de façon désinvolte dans toute la ville pour animer leur fête macabre.

A deux heures, je profite d'un moment d'accalmie - serait-ce leur pause café? - pour satisfaire ma curiosité (peut-être un peu morbide). Je quitte ma chambre du rez de chaussée et monte sur la terrasse de l'hôtel pour jeter un coup d'oeil voyeur sur la ville. Comme les coups de feu reprennent dans les environs et qu'au surplus le mess de "ils" surplombe notre hôtel, il m'apparaît plus indiqué de me faire petit et discret. C'est donc à quatre pattes que je poursuis mon exploration. Au-dessus de Port-au-Prince, flottent des nuages diaphanes de fumée bleuâtre, éparpillés çà et là. Au centre-ville, un incendie majeur: un local du Bureau électoral départemental flambe violemment.

Inutile de prolonger mon observation. Je reviens à l'intérieur et descends vers ma chambre, espérant y trouver ne serait-ce que deux ou trois heures de sommeil. Je me glisse entre les draps en me disant que je ne suis probablement pas le seul à attendre la fin de cette longue nuit. Je me rends très vite compte que j'étais bien naïf d'espérer le repos; car dehors, le bingo se poursuit; plusieurs escadrons de la mort sont à l'oeuvre en divers points de la ville. Les minutes se font terriblement longues, l'obscurité prenant plaisir à étirer le temps, démesurément.

Le pire se produit à quatre heures, exactement. Sans même crier gare ou s'annoncer par un quelconque crescendo, une pétarade indescriptible éclate dans un bruit d'enfer. Cette fois-ci, l'inquiétude cède la place à la peur car l'épicentre de ce moment de guerre ne se trouve pas au loin, dans un autre quartier. Oh que non! J'ai nettement l'impression que le tout se déroule juste là, sous ma fenêtre. Le choc ne durera que cinq minutes. Mais comme c'est long cinq minutes de guerre lorsqu'on se trouve au coeur de l'action! Une multitude de projectiles éclatent en même temps: fusils, mitraillettes et grenades nous offrent un concert ahurissant. Je reste couché sur le dos, tous les muscles tendus, dans une immobilité totale avec comme unique pensée de me faire aussi lourd que possible afin que mon corps s'enfonce le plus profondément possible dans le matelas, de sorte que ce corps devienne de moins en moins une cible pour balle perdue.

"Ca va bientôt finir", me dis-je au bout d'une petite minute, doutant encore que cette scène fasse partie de la réalité. Je rêve sûrement! Et pourtant non! C'est bien vrai. Dehors, la musique tonne encore, n'ayant rien perdu de son intensité. Je suis d'autant plus paralysé que j'entends maintenant des plombs de grenades retomber sur les lattes de verre de ma fenêtre et dans la cour intérieure de l'hôtel, de l'autre côté de ma porte de chambre. Je n'ose pas non plus me tourner pour regarder l'heure sur mon réveil qui, ce matin, n'aura certes pas à me réveiller... si je m'en sors indemne. Dans un suprême effort, ma pensée me dit que ça doit bien durer depuis maintenant une bonne demi-heure.

Et soudain, presque aussi vite qu'elle est apparue, la cacophonie s'arrête. Et moi, de mon côté, je me tâte un bras pour m'assurer que je suis bel et bien en vie. Un rapide coup d'oeil au réveil-matin m'indique qu'il n'est que quatre heures et cinq. J'ai peine à croire que tout ce vacarme n'ait duré que cinq minutes. Je me précipite alors hors de ma chambre, encore tout épuisé de n'avoir pu bouger et essoufflé d'avoir ainsi retenu mon souffle. Et je ne suis pas le seul dans cet état car toutes les portes de chambre s'ouvrent presque en même temps, laissant passer des figures atterrées et qui en un premier temps se contemplent les unes les autres en silence, comme pour mieux prendre conscience que nous sommes tous indemnes et se dire mutuellement, sans un mot: "Mais qu'est-ce qui vient donc de nous arriver?" En relisant les paragraphes qui précèdent, j'ai beau retrouver les faits vécus; mais il faudrait encore greffer à ce papier la bande sonore de ces cinq interminables minutes.

Pas question de réintégrer le lit. La représentation est terminée et chacun en a eu pour son argent. Retourner me coucher m'aurait d'ailleurs semblé ridicule, sinon indécent. Nous apprenons alors que l'attaque à laquelle nous venons d'assister avait comme cible la résidence du pasteur Rocourt, membre du Conseil électoral provisoire, deuxième voisin de l'hôtel. A partir de ce moment là, chacun se prépare à accomplir sa besogne, qui de journaliste, qui d'observateur. Les bureaux de vote doivent ouvrir leurs portes dans une heure et demie. Nous avons rendez-vous, Juanita, Gérard et moi, avec notre guide et notre chauffeur à six heures précises.

Comme à cinq heures et demie on tire encore çà et là dans la ville et même tout près de l'hôtel, nous nous doutons bien que guide et chauffeur ne se présenteront probablement pas au rendez-vous à l'heure fixée. En effet, ma montre marque six heures et demie sans que nos amis n'aient fait leur apparition. A sept heures moins vingt, nous décidons donc une petite incursion à pied pour aller constater les dégâts à la maison du pasteur Rocourt et voir les résultats concrets de ce qui aura été la nuit la plus haletante de ma vie.

Quelques pas et nous y sommes. Le pasteur Rocourt est debout dans la cour, avec sa femme et ses enfants. Tous font preuve d'un calme étonnant. Ils donnent nettement l'impression d'en avoir vu d'autres. Ils causent tout simplement avec les gens qui sont venus leur témoigner sympathie et soutien. Des dommages assez considérables ont été causés à la résidence: murs criblés de balles, fenêtres éclatées, voitures perforées par des projectiles, l'une d'elles atteinte par une grenade. Nous nous rendons aussi chez les voisins qui ont également subi les contrecoups de l'attaque nocturne. Il s'agit d'un couple de coopérants québécois. "Jamais je n'ai eu aussi peur de ma vie", nous avoue la dame, la figure encore défaite par la terreur que lui aura fait vivre cette nuit. Elle a même passé plusieurs heures couchée dans sa baignoire avec sa petite fille. C'est l'endroit qui lui semblait le plus à l'épreuve des balles qui n'ont pas manqué de la visiter puisque toutes ses fenêtres ont volé en éclats.

Nous revenons rapidement vers l'hôtel au cas où on nous y attendrait. Effectivement, notre guide est là avec non pas notre chauffeur des jours précédents, qui n'a pas osé sortir aujourd'hui, mais une jeune femme (début de la vingtaine) qui a accepté de faire office de chauffeur pour nous. Les présentations une fois terminées, nous montons sur les banquettes arrières de notre jeep couverte et nous démarrons. Nous décidons de tourner immédiatement sur notre gauche après avoir quitté la cour de l'hôtel. Et là, devant nous, à environ vingt pieds, un premier cadavre se découvre à nous.

Il gît dans son sang, la tête tournée vers le ciel, la poitrine transpercée de plusieurs projectiles. Après un premier murmure de consternation que nous libérons à l'unisson, nous nous taisons tous, saisis et paralysés par cette vision d'un irréel brutal que je ne croyais moi-même possible qu'à la télévision ou au cinéma. Mais cette fois-ci, je ne suis pas spectateur dans une salle obscure. J'évolue en plein jour; dans une ambiance bel et bien tridimensionnelle, sans caméra ni technicien, acteur d'une scène de la réalité vécue à Port-au-Prince, Haïti, West Indies. "ils" l'ont fait; le résultat est là, par terre, qui s'offre impudemment à notre regard que nous nous efforçons tout de même d'habiller d'un minimum de respect et de décence.

Ne serait-ce que par solidarité avec les quelques personnes qui - en retrait - observent tristement la scène, nous sentons que nous devons descendre de notre véhicule. Nous ne sommes pas que des machines à observer des élections; nous restons aussi des humains, bien que ce qui s'offre à mes yeux me fait un moment me sentir "tristement" humain. Je descends donc, pris d'une légère nausée et la gorge serrée par une émotion que je ne contrôle qu'à grand peine. Le cadavre est étendu devant un immeuble de la USAID (United States Agency for Information and Development). Cet Haïtien venait de terminer son quart de travail comme veilleur de nuit et rentrait chez lui lorsque des macoutes sont passés en voiture et ont tiré. Même si cet homme est Haïtien, on nous fait remarquer que c'est une cible américaine qui a été visée,

les macoutes se sentant depuis quelque temps délaissés par une administration américaine qui, bien qu'encore complice, s'écarte un peu trop des duvaliéristes à leur goût.

On nous avait parlé dans les jours précédents de la détermination des gens à aller voter. Nous le constatons nous-mêmes en cet instant car notre conversation avec les personnes présentes sur les lieux pourrait se résumer ainsi: "Aujourd'hui, il y aura des morts. Mais même au péril de notre vie, nous irons voter car il faut à tout prix barrer la route aux macoutes". Devant pareil courage, nous ne pouvons que nous taire et lorsque nous remontons dans la jeep, l'émotion qui nous étreint n'est pas moindre que lorsque nous en sommes descendus quelques minutes auparavant.

Nous nous remettons donc en route vers la partie basse de la ville pour y chercher un ami haïtien qui doit nous accompagner durant toute la journée. En roulant, nous ne voyons que très peu de gens. Les quelques braves que nous rencontrons marchent d'un pas nerveux et se retournent avec méfiance en entendant le bruit du moteur de notre véhicule. De toute évidence, ils sont craintifs, et pour cause.

Une fois arrivés devant la maison de l'ami en question, nous le voyons sortir précipitamment pour monter à bord comme un chat qui fuit. Il est très agité et parle avec une rapidité surprenante. Il nous explique que cinq minutes avant notre arrivée, une voiture de macoutes est passée chez lui et a fait feu dans sa direction. Non pas en l'air mais vraiment à hauteur d'homme. Nous pouvons d'ailleurs constater les traces de balles dans les murs et les volets clos de sa demeure. Nous faisons alors demi-tour en direction du centre-ville, suivis un moment par une voiture dont les occupants nous paraissent louches. Nous ne tardons guère à nous rendre compte que les seuls véhicules qui circulent en sont soit de journalistes, soit d'observateurs comme nous, soit de macoutes, du moins le croyons-nous.

A l'aide de listes de bureaux de vote qui nous ont été remises, nous décidons de nous rendre au bureau situé au 117, rue des Miracles. Devant nous, l'espace est complètement vide de véhicules. Quelques personnes se tiennent immobiles sur notre passage, le long des murs et des devantures de magasins. Quand on connaît l'encombrement habituel du centre de la capitale, le spectacle - ou le non-spectacle, devrais-je plutôt dire - qui nous est offert a de quoi stupéfier.

En nous approchant du 117, rue des Miracles, nous nous étonnons de voir un peu plus loin, des gens qui s'agitent de part et d'autre de la rue. Ce semble effectivement être en face du bureau de vote. Nous ralentissons notre rythme, pour nous arrêter au 117. Les gens sont cachés dans les embrasures des portes, derrière les colonnes ou entre les murs des maisons. Nous représentons une menace pour eux, du moins en un premier temps. Quelques braves sortent de leur tanière et se dirigent vers nous. Ils se rendent vite compte qu'ils ont affaire à des observateurs étrangers. Rassurés, ils crient la bonne nouvelle à ceux et celles qui sont encore cachés. Dès qu'ils sont fixés sur nos bonnes intentions, ces personnes se précipitent à la porte du bureau pour reformer la file d'électeurs et d'électrices.

Pendant ce temps, on nous explique qu'à peine une minute avant notre arrivée, cette file avait été débandée par les tirs d'un escadron de macoutes, à bord d'une vieille Peugeot. Un homme nous donne un bout de papier sur lequel il a inscrit le numéro de plaque de la voiture: G 8784. "Faites-les arrêter", nous supplie-t-il, comme si nous en avions le pouvoir. "Pourquoi n'êtes-vous pas venus plus tôt", ajoute un autre, comme si nous pouvions être partout à la fois. Cette question me retourne le coeur et je découvre à cet instant à quel point nous représentons une sécurité pour eux. Je me sens alors comme écrasé sous le poids d'une responsabilité hors mesure. Un troisième enlève son soulier pour nous en faire voir le talon transpercé par une des balles dont on vient de les saupoudrer. Il ajoute - à notre stupéfaction - qu'il y avait un militaire à bord de la Peugeot.

C'est à ce moment que nous voyons la file de gens se disperser à nouveau en vitesse, retournant aux mêmes cachettes que tout à l'heure. Un rapide coup d'oeil à l'arrière nous fait vite prendre conscience que la même voiture, la même Peugeot, est revenue sur les lieux du crime, immobilisée maintenant de ce côté-ci de la rue

transversale. On fait feu dans notre direction. Nous avons évidemment le réflexe de nous courber vers le plancher de la jeep; nous ne tenons pas à leur faciliter la tâche à ce point. Au moment où nous nous relevons, les gens - exaspérés - font mine de se diriger vers la voiture pour régler leur compte, coûte que coûte, à ces semeurs de terreur et de mort. Soudain, le mouvement stoppe. Plus rien ne bouge. Nous venons tous de nous apercevoir que dans la rue transversale, un gros camion militaire, découvert, est immobilisé un peu en retrait. Dans la boîte du camion, seize soldats en armes, bien équipés, ont observé toute la scène, on ne peut plus passivement.

Comme les gens semblent vouloir se faire justice à eux-mêmes, c'est alors que le camion se met en branle. Au même moment, la voiture macoute fait marche arrière de l'autre côté de la rue transversale, pour laisser passer les militaires qui viennent se placer devant la Peugeot et s'immobiliser à une dizaine de pieds de nous, alors que ces soldats qui nous surplombent nous dévisagent de leur regard de glace. Pendant que je me demande sérieusement si nous ne serons pas au nombre des prochaines victimes, les gens implorant naïvement les soldats de faire quelque chose. Ils agiront en effet, mais pas dans le sens escompté. Nous les verrons plutôt faire une série de signes aux macoutes comme pour mieux accorder leurs mouvements réciproques et assurer une fuite sécuritaire aux deux véhicules qui - nous n'en doutons plus à cet instant - sont aussi macoutes l'un que l'autre.

Soudain, la Peugeot se faufile à toute vitesse entre notre propre véhicule et celui de l'armée, ce qui nous permet de confirmer la présence d'un militaire dans la voiture des tueurs, assis sur la banquette arrière, entre deux civils. Les gens exigent encore naïvement la protection de ce qui devrait être "leur" armée, mais bien en vain. Le camion se contente de suivre la voiture, en lui assurant ainsi une excellente protection. Il est devenu évident que nous avons eu affaire à deux véhicules mais à un seul et même escadron. Les deux s'arrêtent côte à côte, à environ deux cents pieds plus loin. La conversation paraît très détendue entre ces deux équipages qui semblent se demander tout bonnement: "de quel côté allons-nous maintenant nous diriger pour y semer la terreur et - pourquoi pas - la mort"? Pendant ce temps, Haïtiens et Haïtiennes qui viennent d'essuyer des coups de feu pour la deuxième fois, se remettent en ligne pour aller voter. J'en reste abasourdi.

Nous en avons assez vu et nous poursuivons notre route. Je me prends à me demander si notre présence sur les lieux n'a pas contribué à faire en sorte que la mort se tienne à l'écart. Il n'y a pas eu de mort, mais c'est tout de même la mort dans l'âme que nous repartons.

Prochain arrêt: Lycée Pétion. Notre liste nous dit que quatre bureaux de vote y sont installés. En descendant de la jeep, nous entendons encore des coups de feu mais sans savoir d'où ils viennent. Nous nous dirigeons donc rapidement vers la grosse porte de métal qui ouvre sur une vaste cour intérieure. Au fond, près de quelques portes donnant sur des salles de classe, des gens font la queue et attendent patiemment de poser le geste qu'ils espèrent poser depuis si longtemps.

Dès notre arrivée, on nous apprend que la votation n'est pas encore commencée, faute de matériel. Rien d'étonnant dans cette situation puisque ces bureaux devaient être alimentés en matériel à partir du local incendié la nuit précédente. Comble de malheur, le téléphone ne fonctionne pas. Nous demandons à rencontrer des présidents et vice-présidents de bureaux. Il s'en présente deux à l'instant même. Ils espèrent malgré tout pouvoir commencer les opérations dès que la communication sera rétablie avec le Bureau électoral départemental. Les gens, qui ont appris que nous sommes des observateurs, ne tardent pas à s'agglutiner autour de nous. "Enfin! Quelqu'un qui s'occupe de nous", semblent-ils dire comme si nous détenions le pouvoir magique de faire quelque chose.

La conversation qui suit nous rend à même de constater que nos interlocuteurs, ces jeunes officiers d'élections, ont bel et bien reçu la formation adéquate les autorisant à remplir leur fonction d'aujourd'hui. Un rôle dont ils comprennent toute l'importance et dont ils sont extrêmement fiers. C'est vêtus de leurs plus beaux

atours - même démodés - qu'ils se sont présentés ici dès cinq heures et demie, après avoir parcouru dans le noir des rues encore troublées par les escadrons de la mort et leurs fusillades incessantes. Nous constatons également qu'ils connaissent bien leur loi électorale. Pour avoir moi-même travaillé à quelques élections ici au Québec, je puis affirmer que j'aurais donné à ces jeunes Haïtiens une note supérieure à celles que méritaient les hommes et les femmes d'ici avec qui j'avais eu à travailler. A ce chapitre, nous n'avons certainement rien à leur apprendre, loin de là!

Après avoir visité l'intérieur d'un bureau de vote, nous rejoignons d'autres officiers d'élections qui causent ensemble un peu à l'écart. L'échange que nous avons avec eux nous laisse découvrir qu'ils sont hantés par le problème de la sécurité. Ils entendent ce qui se passe tout autour et se disent qu'eux aussi finiront bien par être visités par des individus aux intentions moins pacifiques que les nôtres. Et que se passera-t-il à la fin du vote, lors du décompte des voix, alors que l'obscurité sera revenue, favorisant une fois de plus les incursions terroristes des macoutes? Nous ressentons douloureusement notre impuissance à apporter des réponses à toutes leurs questions. En quittant les lieux, nous nous rendons compte qu'il n'y a qu'une seule porte qui commande toute cette enceinte. L'entrée, c'est aussi la sortie. Si, par malheur, une bande de macoutes se présentait sur les lieux, pas d'issue possible pour les gens qui se retrouveraient coincés dans cette souricière. Quant à moi, c'est le coeur en compote que je quitte le Lycée. Je commence à avoir mal aux mâchoires à force de les serrer pour ne pas pleurer. Pleurer non pas de peur mais bien de peine et de rage.

En route pour Pétienville! Nous devons y rencontrer un type qui nous accompagnera le reste de la journée pour faire de la vidéo. Nous nous retrouvons bientôt sur l'avenue Martin Luther-King par laquelle nous comptons rejoindre la route de Delmas et de là, atteindre notre destination. Nous sommes déjà en retard sur l'horaire prévu. Mais nous devons bientôt nous résigner à ce que le retard fasse partie intégrante de la journée, car il nous faut arrêter une fois de plus. Deux nouveaux cadavres nous interdisent, moralement, de poursuivre notre balade sans faire au moins un bref arrêt. L'un d'eux gît carrément sur la chaussée tandis que l'autre se trouve légèrement en retrait, à demi dissimulé par une colonnette de pierres.

Les gens nous expliquent que le bureau de vote face auquel nous sommes arrêtés vient d'être saccagé. Même scénario que partout ailleurs: "ils" sont arrivés et "ils" ont tiré. Mais cette fois-ci, ils ont poussé l'audace jusqu'à descendre pour pénétrer à l'intérieur et saccager tout ce qui se trouvait sur leur passage. Les deux jeunes ont été assassinés alors qu'ils quittaient, bien malgré eux, les lieux. L'un d'eux gît dans une position émouvante, sur le dos, les bras encore repliés sur lui, pressant contre sa poitrine transpercée un paquet de bulletins de vote qu'il a sans doute essayé de sauver du pillage. Partout devant l'ex-bureau de vote, des bulletins sont éparpillés, certains allant éponger le sang des victimes. Voilà où se retrouve le papier canadien, si gracieusement offert par notre gouvernement pour faciliter la consultation populaire et l'instauration de la démocratie. Nous reprenons la route. Mes nausées de début de matinée ne m'ont évidemment pas quitté.

Nous poursuivons notre route, toujours désireux d'atteindre Pétienville. Mais bientôt l'angoisse nous gagne à nouveau car nous venons de constater que nous sommes suivis, pour ne pas dire pris en chasse, par une voiture remplie de militaires. Comme nous avons déjà été témoins oculaires de la participation de l'armée à l'opération-terreur, nous ne nous sentons guère en sécurité. D'autant plus que quelques minutes auparavant, la radio venait d'annoncer qu'une des voitures semant la peur... et autre chose, était une Dyhatsu bleue. Or, comme par hasard, celle qui nous talonne est une Dyhatsu bleue. Je n'ai pas le réflexe de relever le numéro de plaque. J'apprendrai plus tard dans la journée que Dyhatsu H 3939 et Suzuki I 4220 étaient au nombre des véhicules à ne pas croiser en cette journée mémorable.

Sans perdre son sang froid, notre chauffeur accélère. Il faut distancer cet encombrant chaperon qui nous suit d'un peu trop près au goût de notre guide, et rejoindre au plus vite la route de Delmas, probablement plus fréquentée que ce coin

assez désert que nous traversons présentement comme une diligence isolée, à la merci des méchants Peaux rouges de nos westerns. Voici enfin la route de Delmas. A l'angle, la station Texaco nous semble être un refuge satisfaisant pour attendre la suite des événements; d'autant plus que nous n'y sommes plus seuls. Nous nous garons au fond de l'aire de service. Quelques secondes plus tard, la voiture sangsue fait son apparition. Heureusement, ses occupants se contentent de laisser tomber sur nous un simple regard inquiétant avant de virer sur la gauche alors que nous prenons sur notre droite, vers Pétionville.

Nouvelle interruption de notre course un peu plus loin. A environ cinq cents pieds devant nous, il semble y avoir encore du grabuge face à un bureau de vote. Des hommes circulent autour d'un gros camion; nous sommes encore trop loin pour pouvoir dire avec précision de quoi il s'agit. Une voiture de journalistes hésite à contourner le camion, avance, puis recule sans que nous sachions pourquoi. Puis elle finit par passer. Nous sommes tentés de faire de même, bien qu'hésitants. Nous nous approchons de quelques pieds pour finalement découvrir qu'il s'agit d'un gros camion à incendie. Mais - phénomène plutôt curieux - nous ne voyons aucun pompier. D'ailleurs aucune fumée n'annonce un incendie. Serait-ce une inspection préventive, par ce beau dimanche matin? Quel n'est pas notre étonnement de constater que le camion à incendie est monté par des gens en armes. A-t-on développé en Haïti une nouvelle technique pour éteindre les incendies avec des armes? Il faudra que je me renseigne.

Nous sommes de moins en moins décidés à poursuivre notre route pour doubler le camion. D'autant plus que derrière nous, une voiture transportant une équipe de la télévision décide que la situation est sans doute trop risquée et bifurque sur la droite. Nous estimons prudent de faire de même pour regagner un peu plus loin cette route de Delmas par voies détournées. Quelques minutes plus tard, la radio annoncera qu'à l'endroit que nous venons d'éviter, on dénombre dix morts et quatre blessés.

A nouveau sur la route de Delmas, nous sommes une fois de plus contraints à modifier notre itinéraire. Les gens sont très agités. Le bruit du moteur ne nous empêche pas de prendre conscience que les tirs éclatent aussi bien devant que derrière nous. Il ne nous reste plus qu'à chercher refuge quelque part. Heureusement, nous nous trouvons tout près de la maison d'un ami haïtien. Nous empruntons une ruelle non pavée, sur la gauche, pour nous immobiliser quelques secondes plus tard dans la cour de cet ami qui se montre très heureux de nous recevoir. Nous y passons une dizaine de minutes, agrémentées de temps en temps de coups de feu tirés tout près de la maison. Tout à fait charmant!

Mais Pétionville nous attend. De nouveau dans la jeep, nous remontons la ruelle pour reprendre la route de Delmas. Alors que nous roulons dans un sens, les gens courent en sens inverse, faisant de grands signes pour nous inviter à rebrousser chemin. "Ils sont encore là, nous dit-on! N'y allez pas!" Nous hésitons, faisons marche arrière pour ensuite changer d'idée et foncer malgré tout. Une fois la ruelle remontée, il est devenu évident que la route de Pétionville est maintenant rendue impossible. C'est donc sur la droite que nous virons pour regagner le centre-ville. L'atmosphère est de plus en plus tendue. Nous sentons que nous en avons peut-être déjà assez vu pour être convaincus qu'il ne s'agit pas là d'élections. Le bon sens ne nous dit-il pas qu'il serait souhaitable de regagner l'hôtel? N'est-il pas préférable de rentrer au pays vivants, pour témoigner de ce que nous avons vu, plutôt que de mourir ici avec la couronne du martyr... qui se tait à jamais?

Mais aucun de nous n'ose dire que c'en est assez! Jusqu'au moment où Gérard trouve la formule "diplomatique" appropriée. Il nous suggère alors de retourner à l'hôtel "pour faire le point". Génial! Il fallait y penser. D'autant plus que nous avons reçu comme consigne de ne jamais mettre inutilement notre vie en danger. Nous avons déjà suffisamment pris de risques.

Notre décision est à peine prise que la radio nous fait entendre la voix du président du Conseil électoral provisoire annonçant que, pour éviter que le bain de sang ne s'élargisse, on annule le scrutin sur tout le territoire de la république.

Confortés dans notre décision, nous nous dirigeons donc vers l'hôtel en empruntant à peu près les mêmes rues, croisant les mêmes cadavres qui n'ont pas encore été retirés des lieux qui les ont vu mourir. Sur l'avenue Martin Luther-King, tout près de l'avenue Jean-Paul II, nous en découvrons un nouveau. Décidément, je ne m'habitue pas car ce dernier me prend au ventre aussi violemment que le premier. Il est étendu la figure contre le sol, pieds nus, ses chaussures traînant à quelques pieds derrière lui. Il s'agit d'un homme dans la soixantaine avancée, peut-être davantage. Meurtre tout à fait gratuit. Probablement que toute sa vie d'adulte ou presque se sera passée à attendre ce moment où, citoyen libre, il se rendrait fièrement poser ce geste de voter pour la liberté, geste qui pour lui aura été le dernier.

Nous nous retrouvons bientôt à l'hôtel. C'est le paradis! Il est neuf heures et quart. Notre balade dans la Port-au-Prince électorale n'aura duré que deux heures et demie. J'ai pourtant l'impression de n'être pas rentré depuis une éternité.

Jean Lafleur

"Vous vous traitez de con pour avoir mis le pied dans ce merdier, mais en même temps vous ne voulez être nulle part ailleurs" (René Beaudin, Le Soleil, lundi 30 novembre 1987).

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441